

Sommaire Exécutif

COMMENT L'INDUSTRIE DU TABAC S'IMMISCE DANS LA LUTTE ANTITABAC DANS LE MONDE ENTIER

Le tabagisme fait plus de 8 millions de victimes chaque année dans le monde. L'industrie du tabac est responsable de la perpétuation de ce problème de santé mondial. L'industrie travaille stratégiquement à retarder et à faire échouer les mesures de lutte antitabac partout dans le monde, afin de promouvoir et de protéger la rentabilité de l'industrie du tabac. L'industrie du tabac le fait au moyen de diverses tactiques qui interfèrent dans les efforts d'un gouvernement pour protéger la santé publique. En fait, les gouvernements ont identifié l'ingérence de l'industrie du tabac comme l'obstacle le plus sérieux au succès de leurs efforts pour adopter des mesures de lutte antitabac efficaces. Toutefois, la clé de la lutte contre l'ingérence de l'industrie du tabac réside dans les mains des gouvernements.

La Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé (CCLAT de l'OMS), en vertu des obligations générales de l'article 5.3, l'exige : "Lorsqu'elles définissent et mettent en œuvre leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, les Parties prennent des mesures pour protéger ces politiques contre les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à leur législation nationale". Des lignes directrices ont été adoptées afin d'habiliter les gouvernements à formuler une série de recommandations pour se protéger contre l'ingérence de l'industrie. L'article 5.3 est considéré comme l'épine dorsale de la Convention et on ne saurait trop insister sur son importance.

Ce premier Indice mondial d'interférence de l'industrie du tabac révèle que les efforts des gouvernements pour lutter contre l'interférence de l'industrie du tabac ont progressé lentement et sont loin d'être satisfaisants. Des améliorations

majeures sont nécessaires dans tous les pays. Dans de nombreux pays, il y a un manque de transparence dans les relations avec l'industrie du tabac. Les ministères autres que ceux de la Santé demeurent vulnérables à l'ingérence de l'industrie. L'industrie du tabac continue d'obtenir des mesures incitatives pour mener ses activités. Les pays qui ont obtenu de bons résultats dans l'indice ont réussi à se prémunir contre l'ingérence de l'industrie du tabac en mettant en œuvre des mesures pour se protéger. Ces mêmes pays sont réputés pour leurs excellents résultats en matière de lutte antitabac.

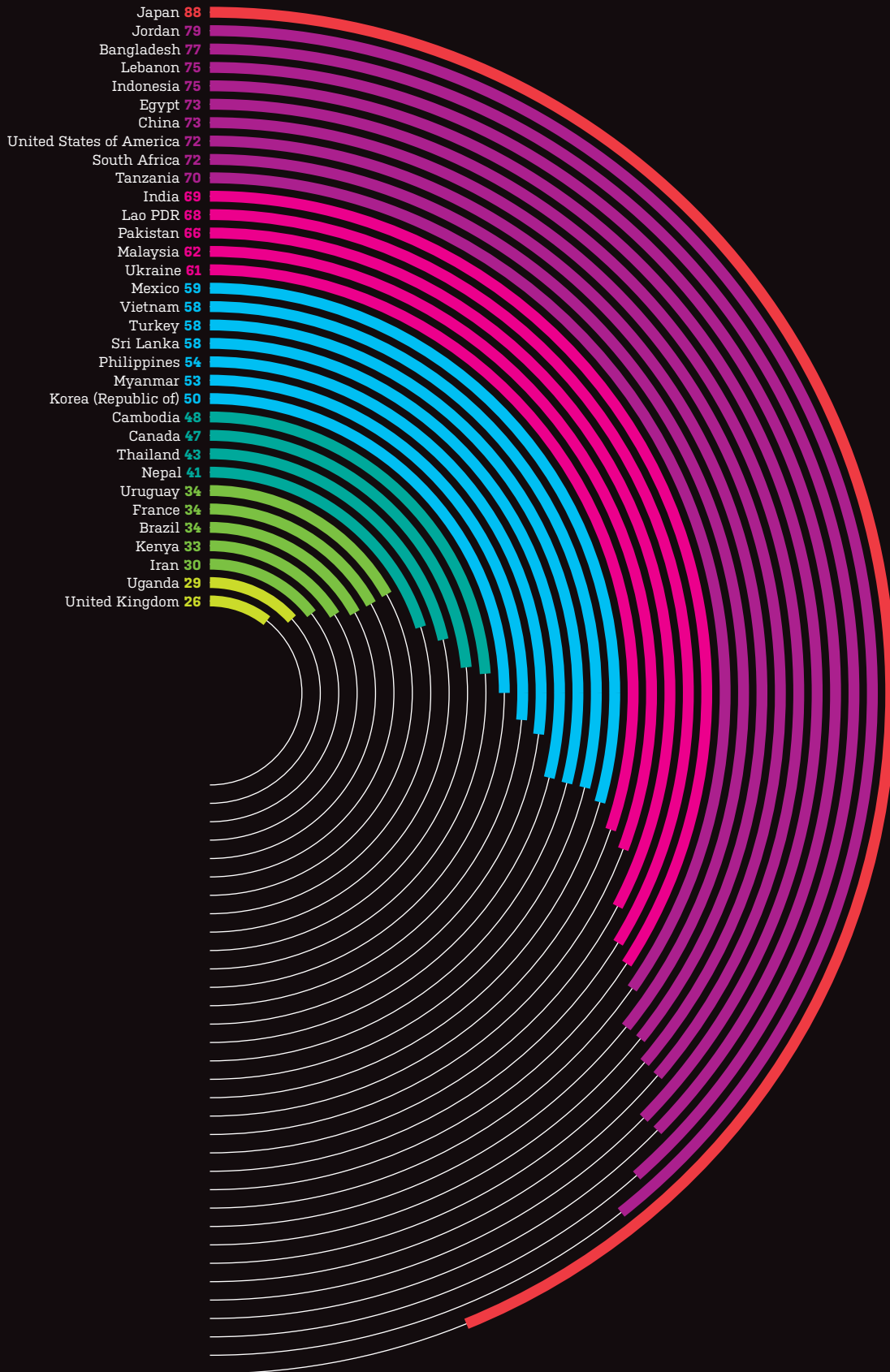


Ce premier Indice mondial d'interférence de l'industrie du tabac démontre que les efforts des gouvernements pour lutter contre l'interférence de l'industrie du tabac ont progressé lentement et sont loin d'être satisfaisants. //

Le présent Indice englobe 33 pays et n'est fondé que sur des informations accessibles au public sur l'ingérence de l'industrie du tabac dans ces pays et sur les réponses de leurs gouvernements respectifs aux incidents d'ingérence pour la période allant de janvier 2017 à décembre 2018. Les 33 pays sont classés (illustration 1) en fonction des scores totaux fournis par les groupes de la société civile qui ont préparé leurs rapports nationaux respectifs. Plus le score est bas, plus le niveau global d'interférence est faible, ce qui est de bon augure pour le pays.

Plus le score est bas, meilleur est le classement

Graphique 1 : Interférence globale de l'industrie du tabac



Principales Conclusions

1. Au moins un pays de chaque région a résisté avec succès à l'ingérence de l'industrie du tabac, tandis que d'autres ont succombé.

- **Résistance réussie à l'ingérence de l'industrie :** Le Royaume-Uni, l'Iran, le Kenya, le Brésil et l'Uruguay ont bien résisté à l'ingérence de l'industrie en adoptant les mesures préventives prévues à l'article 5.3 des lignes directrices pour faciliter la transparence et éviter les conflits d'intérêts. Ces pays n'ont pas collaboré avec l'industrie du tabac ni approuvé ses activités.
- **Échec face à l'ingérence de l'industrie :** Sur les 33 pays, c'est le Japon qui a connu les niveaux les plus élevés d'ingérence de l'industrie et qui a mal réussi à appliquer les directives de l'article 5.3 pour protéger ses mesures de santé publique. La Jordanie, le Bangladesh et le Liban sont également très en retard dans la mise en œuvre des mesures visant à se protéger.

2. Le manque de transparence a facilité l'ingérence de l'industrie.

- **Manque de transparence :** Le manque de transparence dans les relations avec l'industrie du tabac et l'absence de procédures permettant d'enregistrer les interactions avec elle posent problème dans de nombreux pays, ce qui a facilité l'influence de l'industrie sur les réglementations. De nombreux pays autorisent les contributions politiques de l'industrie du tabac.
- **Interdiction des contributions politiques :** Les contributions politiques et les cadeaux de l'industrie du tabac sont interdits au Brésil, au Canada, en France, en Iran, au Myanmar, en Turquie, au Royaume-Uni, en Ouganda et en Uruguay. La transparence sur les contributions politiques est exigée au Kenya et aux États-Unis.

3. L'industrie du tabac a ciblé les ministères autres que ceux de la Santé.

- Les fabricants de tabac ont eu recours à des programmes de responsabilité sociale d'entreprise et à des cérémonies de remise de prix futiles pour obtenir l'appui de hauts fonctionnaires, en particulier ceux des ministères autres que celui de la Santé.

- Les ministères des Finances et du Commerce, d'un pays à l'autre, sont ciblés par l'industrie du tabac et demeurent les plus vulnérables à son ingérence, particulièrement en ce qui concerne les décisions relatives à la taxation du tabac.

4. Les allègements fiscaux ont profité à l'industrie.

- **Incitations à l'industrie :** L'industrie du tabac a bénéficié d'incitations, sous forme d'exonérations fiscales et de ventes de tabac hors taxes. Les cigarettes hors taxes pour les voyageurs internationaux sont autorisées par tous les pays, sauf le Sri Lanka. L'industrie du tabac a cherché à obtenir l'aval des hauts fonctionnaires pour fabriquer de nouveaux produits issus du tabac au Liban et en Turquie.

5. Un engagement de l'ensemble du gouvernement (engagement de chaque ministère) est nécessaire pour résister à l'ingérence de l'industrie et mieux protéger les mesures de lutte contre le tabagisme.

- **Évitez les conflits d'intérêts :** Les hauts fonctionnaires qui prennent leur retraite doivent éviter les situations de conflit d'intérêts avec l'industrie du tabac. Le Bangladesh, le Pakistan et le Sri Lanka ont été confrontés à un problème en raison du recrutement d'anciens hauts fonctionnaires par les compagnies de tabac. En Chine, au Japon, au Liban et au Vietnam, les services commerciaux du gouvernement sont malencontreusement en conflit lorsqu'ils élaborent des mesures de lutte antitabac, selon la CCLAT de l'OMS, du fait de leur rôle dans la promotion du commerce du tabac.
- **Procédures judiciaires en cours :** L'Ouganda et le Kenya ont fait l'objet de longues actions en justice de la part de l'industrie du tabac à l'encontre de leur législation antitabac qui contient des éléments forts de l'article 5.3. Ces attaques servent à retarder ou à faire dérailler la mise en œuvre de la législation. Des actions en justice ont également été utilisées pour contester d'autres mesures efficaces de lutte antitabac au Brésil et en Inde. Ces gouvernements n'ont pas reculé devant les contestations judiciaires.

→ **Les mesures partielles sont inefficaces et laissent des brèches que l'industrie peut exploiter :** Les mesures partielles, telles qu'un code de conduite à l'usage exclusif du ministère de la Santé, sont d'une efficacité limitée. Les conclusions de l'indice montrent que l'adoption d'un code de conduite applicable à tous les représentants du gouvernement est plus efficace, car il fournira un pare-feu et permettra aux fonctionnaires de déployer des efforts de lutte antitabac sans interférence de l'industrie du tabac.

Les mesures décrites dans les sous-recommandations des lignes directrices de l'article 5.3 peuvent ériger un pare-feu autour du gouvernement et permettre aux fonctionnaires de protéger et de promouvoir les politiques de santé publique. Il est essentiel que les recommandations soient mises en œuvre dans leur intégralité afin de combler les lacunes que l'industrie du tabac peut exploiter, ce qui permettra une plus grande transparence dans les relations avec l'industrie du tabac et l'adoption de codes de conduite pour les fonctionnaires du secteur afin de réduire les interférences.

Recommandations

Les gouvernements ont entre les mains les outils nécessaires pour court-circuiter l'ingérence de l'industrie du tabac. Ils doivent agir rapidement et agir de la manière suivante :

- 1. Sensibiliser tous les ministères à l'ingérence de l'industrie du tabac.** Une approche interministérielle est essentielle pour contrer efficacement l'ingérence de l'industrie du tabac. Il faut faire plus afin de sensibiliser davantage les intervenants des secteurs non liés à la santé et d'empêcher l'industrie de contrecarrer et de retarder l'élaboration de politiques. Les efforts de sensibilisation devraient également inclure les parlementaires et tous les fonctionnaires des administrations locales.
- 2. Limiter les interactions à ce qui est strictement nécessaire.** Limiter les contacts avec l'industrie du tabac au strict nécessaire, par exemple à des fins de contrôle, de réglementation et de surveillance, réduira les possibilités d'ingérence. Cela permettra également de mettre fin aux interactions inutiles, comme les cérémonies de remise des prix.
- 3. Un pare-feu pour les fonctionnaires du gouvernement.** L'adoption d'un code de conduite ou de lignes directrices à l'intention de tous les fonctionnaires du gouvernement mettra la bureaucratie à l'abri de toute ingérence dans l'élaboration des politiques de santé publique. Pour être plus efficace, le code doit s'appliquer à l'ensemble du gouvernement plutôt qu'uniquement au ministère de la Santé.

- 4. Assurer une plus grande transparence.** Une plus grande transparence dans les relations avec l'industrie du tabac réduira les possibilités d'ingérence. Toutes les réunions avec l'industrie du tabac et leurs résultats doivent être consignées et rendues publiques.
- 5. Dénormer les activités dites "socialement responsables" de l'industrie du tabac.** L'interdiction des activités dites socialement responsables de l'industrie du tabac peut empêcher les hauts responsables de soutenir ces activités promotionnelles.
- 6. Supprimer les mesures incitatives en faveur de l'industrie du tabac.** L'industrie du tabac ne devrait pas bénéficier de mesures incitatives, de privilèges ou d'avantages pour exploiter ses activités commerciales.
- 7. Demander de l'information sur la production, la commercialisation et les revenus de l'industrie du tabac.** L'industrie du tabac devrait être tenue de fournir des renseignements sur la production, la part de marché, les dépenses de marketing, les revenus et toute autre activité, y compris les dépenses de recherche et de philanthropie. La meilleure pratique consiste à interdire à l'industrie du tabac de fournir des contributions, notamment des contributions politiques, des cadeaux, des conseils techniques, des bourses d'études et des visites d'étude.
- 8. Exiger la divulgation.** Exiger un registre des lobbyistes et des dépenses de lobbying de l'industrie du tabac. Le registre devrait également consigner les noms des représentants de l'industrie du tabac.

Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac, Mary Assunta, Global Center for Good Governance in Tobacco Control (GGTC), 2019

Indice mondial d'ingérence de l'industrie du tabac, une enquête mondiale sur la façon dont les politiques de santé publique sont protégées des efforts subversifs de l'industrie du tabac et sur la façon dont les gouvernements ont repoussé cette influence. L'Indice d'ingérence de l'industrie du tabac a été initié par l'Alliance pour la Lutte Antitabac en Asie du Sud-Est (SEATCA) en tant que rapport régional et avec le soutien de Bloomberg Philanthropies' Stopping Tobacco Organizations and Products (STOP), fait partie d'une publication mondiale du Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC) de la School of Global Studies à Thammasat University.